

La dernière scission du parti conservateur. Certains disent que c'est Waitrose vs Lidl

Il y a un nouveau clivage au sein du parti conservateur: Waitrose ou Lidl? Mais ce n'est pas le supermarché dans lequel vous magasinez. C'est ainsi que vous voyez un accord commercial potentiel avec les États-Unis.

Alors que les pourparlers se poursuivent de l'autre côté de l'étang, le cabinet est divisé entre ceux qui souhaitent donner la priorité aux agriculteurs britanniques et ceux qui souhaitent que leurs électeurs bénéficient de produits moins chers dans les rayons des supermarchés.

Ce n'est pas une répétition de rester contre congé. Il s'agit plutôt de savoir quelle partie de la coalition électorale conservatrice obtient ce qu'elle veut. Dans le passé, ce sont les circonscriptions rurales tories ou les sièges post-industriels au «mur rouge» que le parti a remporté pour la première fois en décembre dernier.

Un accord commercial avec les États-Unis a longtemps été cité par Tory Brexiteers comme le joyau de la couronne de leurs plans pour la Grande-Bretagne après le Brexit. L'idée est qu'un tel accord avec Washington retirerait le Royaume-Uni de l'orbite réglementaire de Bruxelles et montrerait que le Royaume-Uni peut négocier ses propres accords commerciaux même avec les plus grandes économies du monde.

Mais malgré le fait que les conservateurs comptent maintenant une majorité de 80 personnes, les conservateurs aînés commencent à s'inquiéter que leur rêve de marché libre repose sur le maintien de la vie. Alors que le Premier ministre est aux prises avec la réponse du gouvernement au coronavirus, une bataille d'idées se déroule entre les ministres et les députés - et à la surprise des commerçants libres, ce sont les protectionnistes qui sont aux avant-postes.

Ce mois-ci, Boris Johnson a accepté une proposition d'accord commercial qui verrait la mise en place d'un système de «double tarif» qui pourrait permettre aux ministres d'utiliser des tarifs élevés pour rendre économiquement non viable les producteurs américains de fournir au Royaume-Uni des denrées alimentaires controversées telles que le poulet chloré et boeuf injecté d'hormones.

Stimulé à l'écart par des champions ruraux et biologiques tels que Henry Dimbleby, ce groupe souhaite que les agriculteurs britanniques et les normes alimentaires britanniques restent protégés. Ils craignent que les agriculteurs ne soient pas contraints par une production moins chère et des normes de bien-être animal plus basses.

La chef de file du côté du marché libre est la secrétaire au commerce international, Liz Truss - avec une majorité du cabinet sympathique à sa position. Ils croient avoir le soutien du public, les sondages internes suggérant que 62% des Britanniques soutiennent un accord. Ceux qui connaissent la pensée de Truss insistent sur le fait qu'elle ne favorise pas le poulet chloré, mais considère le libre-échange comme un moyen d'élargir le choix des consommateurs. La préoccupation croissante de ce groupe - les commerçants libres de Lidl - est que le poulet chloré est utilisé pour mettre fin à tout débat sur des importations plus larges en provenance des États-Unis.

Le coronavirus et la nouvelle importance accordée à la sécurité de la chaîne d'approvisionnement signifient que l'argument en faveur du libre-échange - que de nombreux Brexiteers pensaient avoir gagné lors du référendum européen, du concours de direction des conservateurs et des élections générales - devient plus difficile à faire valoir. Alors que le gouvernement de Johnson devient plus interventionniste et cherche à rendre la Grande-Bretagne plus autosuffisante, des arguments en faveur du libre-échange devront de nouveau être avancés.

Questions

1. There is a new divide within the British Conservative party. State what it is based on (1)
2. What is the British cabinet split by? (2)
3. What is a trade deal with the US said to be for the conservatives? (2)
4. What would this trade deal allow to happen? (2)
5. In your own words as much as possible, describe Boris Johnsons 'dual tariff' plan? (2)
6. State what the Henry Dimbleby group wants (1)
7. What is their concern? (1)
8. What percentage of Britons are said to support the deal? (1)
9. Describe what is said regarding Truss' thinking? (2)
10. Translate the underlined section "Le coronavirus ... être avancés" (10)

Total: 24 marks

The Answer Scheme is on the following page.

Answer Scheme

<u>Question</u>	<u>Answer</u>	<u>Mark</u>
1	It is based on how you view a potential trade deal with the US	1
2	It is split by those who wish to prioritise British farmers and those who want their constituents to benefit from cheaper produce on the supermarket shelf.	2
3	As the jewel in the crown of their plans for post-Brexit Britain.	2
4	Remove the UK from Brussels' regulatory orbit and show that the UK can negotiate its own trade deals even with the world's largest economies.	2
5	A "dual tariff" system in place that could allow ministers to use high tariffs to make it economically unsustainable for US producers to supply the UK with controversial foodstuffs such as chlorinated chicken and hormone-injected beef.	2
6	They want British farmers and UK food standards to remain protected	1
7	Their concern is that farmers must not be undercut by cheaper production and lower animal welfare standards.	1
8	62%	1
9	She does not favour chlorinated chicken, but does view free trade as a way to increase consumer choice. The growing concern among this group – the Lidl free marketeers – is that chlorinated chicken is being used to shut down any debate on wider imports from the US.	2
10	Coronavirus and the new importance placed on supply chain security means the argument for free trade – that many Brexiteers believed they had won in the EU referendum, Tory leadership contest and general election – is becoming harder to make. As Johnson's government becomes more interventionist and looks to make Britain more self-sufficient, arguments for free trade will have to be made again.	10
12	Three girls were expelled from a school for refusing to remove their headscarf's // The media descended on their school and set off a nationwide debate that would have a decade long impact on France // The State Council argued that, as long as religious clothing does not disturb the classroom or constitute "pressure, provocation or proselytism", this cannot be prohibited .	3
	Total	24

COPYRIGHT NOTICE

This document and its contents are copyright of
The Language Learning Group Limited, Newton Mearns
© 2020 Language Learning Scotland
All rights reserved.

www.languagelearningscotland.com



**THE LANGUAGE
LEARNING GROUP**